

Avec le peuple grec, luttons ensemble contre la dictature des marchés !

Le 17 novembre 1973, la jeunesse grecque s'est révoltée contre la dictature des colonels, ouvrant la voie à la chute du régime. Cette date symbolise désormais en Grèce l'aspiration du peuple à prendre son destin en main et la lutte contre l'arbitraire.

Cette lutte est aujourd'hui plus que jamais d'actualité, face aux diktats imposés par les marchés financiers par l'intermédiaire du FMI, de la BCE et de l'UE. Le nouveau gouvernement, incluant l'extrême droite, et avec à sa tête l'ancien vice-président de la BCE, n'est que la marionnette de cette « troika ».

Depuis 3 ans, les plans d'austérité et de privatisation, censés « sauver » la Grèce, se sont succédés et ont plongé le pays dans une catastrophe économique et sociale sans précédent. Le chômage atteint 18,1% de la population, plus de 40% chez les jeunes. Les salaires ont diminué en deux ans de plus de 40%, et les écoles, les hôpitaux ferment les uns après les autres.

Ces destructions sociales sont justifiées par le poids de la dette grecque, dont le peuple serait seul responsable. Par exemple :

- Les grecs seraient paresseux... alors que les dernières statistiques européennes montrent que le temps de travail est plus élevé en Grèce qu'en Allemagne ou en France.
- Les fonctionnaires grecs seraient des fraudeurs... alors que leurs impôts sont prélevés à la source.

Ce discours aux relents racistes occulte le caractère illégitime de cette dette, qui profite principalement :

- aux grandes banques qui se sont enrichies en spéculant massivement sur la dette grecque ;
- aux grandes entreprises européennes d'armement ou de travaux publics, qui ont bénéficié de la « bienveillance » de politiciens corrompus ;
- aux riches grecs, qui bénéficient d'exonérations d'impôts et pratiquent l'évasion fiscale.

...et certainement pas à l'ensemble de la population.

Présentés comme des « sauvetages », les plans européens imposés à la Grèce ne permettent pas de rompre avec le cercle vicieux de l'endettement ; ce n'est pas au peuple grec qu'ils viennent en aide, mais à ces secteurs qui ont profité et profitent de l'arnaque de la dette.

Cette arnaque est mondiale, et la Grèce en est le laboratoire : comme partout en Europe, la dette illégitime justifie les reculs sociaux et démocratiques. En France, le plan Fillon en est un nouvel exemple.

Pourtant, malgré la violence de la répression, la Grèce est aussi un laboratoire pour les résistances qui se développent dans le monde, depuis Madrid jusqu'à Wall Street. S'opposer aux politiques d'austérité en France ne va pas sans l'expression d'une solidarité avec le peuple grec.

Nous appelons donc à un rassemblement contre la dictature des marchés en ce jour symbolique du 17 novembre à 19h, au 43 Rue Saint-Denis devant la fontaine des innocents à Paris.

Premiers signataires: Aitec-IPAM, Alternatifs, Attac, CADTM, Fondation Copernic, Initiative des étudiants et travailleurs grecs à Paris, NPA, PCF.